

[print](#)

Sharon s'en va: Le calvaire palestinien continue

De [Chems Eddine Chitour](#)

Global Research, janvier 14, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/sharon-sen-va-le-calvaire-palestinien-continue/5364868>

«Quand naquit l'Etat (d'Israël) personne ne lui reprocha l'épuration ethnique sur laquelle il s'était fondé, un crime contre l'humanité commis par ceux qui la planifièrent et la réalisèrent. Dès ce moment-là, l'épuration ethnique devient une idéologie. Discours toujours valide aujourd'hui, parce que le premier objectif reste démographique: obtenir la plus grande quantité de terre avec le plus petit nombre d'Arabes.»

Ilian Pappé (Il Manifesto)

Ariel Sharon est mort 3000 jours après être rentré dans un coma dont il ne s'est pas réveillé. S'il faut saluer une prouesse technologique, on peut s'interroger quelle est la finalité de cet acharnement thérapeutique couteux qui veut le maintenir en vie. De fait, Ariel Sharon était absent de la scène politique mais ce n'est que maintenant que l'on peut évoquer ce que fut l'homme, quel fut son credo. Pourquoi son nom est associé au malheur des Palestiniens. Parmi les réactions, nous rapportons celle des dirigeants palestiniens qui ont qualifié l'ex-Premier ministre de «criminel», déplorant qu'il n'ait pas été traduit devant la justice internationale. Jusqu'à la mort, en novembre 2004, de Yasser Arafat, qu'il avait fait assiéger par les chars israéliens depuis décembre 2001, Sharon avait multiplié les menaces à son encontre, nourrissant les soupçons d'un empoisonnement, qu'Israël a toujours nié.

Bill Clinton au nom de son couple déclare: «Ce fut un honneur de travailler avec lui, et de le voir toujours en train de chercher la bonne voie pour son pays adoré.» François Hollande a déclaré «qu'Ariel Sharon a été un acteur majeur dans l'histoire de son pays. Après une longue carrière militaire et politique, il a fait le choix de se tourner vers le dialogue avec les Palestiniens». Nous verrons qu'Ariel Sharon a toujours méprisé les Palestiniens. Il disait qu'Israël avait son Bin Laden en la personne de Yasser Arafat. Pour Denis Roos ancien négociateur américain, ce qui distingue Arafat de Sharon est que le premier promet n'importe quoi et ne tient pas parole alors que Sharon ne promet rien et les rares fois qu'il promet, il tient parole...

Qui est Ariel Sharon?

Né dans le Yichouv (implantation juive dans la Palestine d'avant 1947), à Kfar Malal, le 26 février 1928. Sa mère et son père Dvora et Shmuel Scheinerman sont venus de Biélorussie et de Pologne en 1920 dans la Palestine mandataire. Ariel Sharon avait été marqué pendant son enfance par la montée des tensions entre les autochtones arabes et les migrants juifs des aliyas («émigration en Israël») successives. Pendant la guerre d'indépendance, en 1948, il se fait remarquer par sa combativité et c'est donc à lui qu'est confiée en 1953 l'unité 101 chargée de conduire des représailles après les coups de main palestiniens à partir de la Jordanie, de l'Egypte ou de Ghaza. Controversée, notamment après le massacre de civils à Qibya, en Jordanie.

Le massacre de Qibya

Il n'est pas possible dans le cadre de cette étude de faire un bilan exhaustif de toutes les guerres engagées et perdues par les Arabes, exception peut-être de celle du Hezbollah libanais dans un autre contexte mais qui, pour la première fois depuis 60 ans a mis à mal la doxa occidentale sur l'invincibilité d'Israël. En fait, jusqu'en mai 1948, déclenchement de la première guerre israélo-arabe, la tension monte, les expulsions commencent. Le 15 mai, environ 23.000 soldats arabes attaquent Israël, qui dispose alors de 19.000 soldats. Libanais et Syriens rentrent dans le Nord, les Egyptiens isolent des kibboutz du Néguev, prennent Beer Sheva et remontent vers Tel-Aviv. Mais les forces juives reprennent rapidement le dessus et poursuivent leur politique d'expulsion. (1)

L'étude de Benny Morris, l'un de ceux que l'on nomme les «nouveaux historiens» israéliens, est révélatrice. Il rappelle que les Palestiniens n'ont pas choisi l'exil pour la plupart d'entre eux, mais qu'ils furent chassés par les troupes juives. Pour les 369 villes et villages arabes de l'Etat israélien et des zones qui passeront sous contrôle israélien avant la fin du conflit, il établit les causes du départ des habitants. 228 villes et villages ont été désertés sous les attaques juives, 41 donnant lieu à une expulsion manu militari. 90 villages se sont vidés de leur population, affolée par les témoignages de massacres, notamment celui de Deir Yassine. Pour 45 cas, Benny Morris avoue ignorer les causes du départ. Dans seulement 6 cas, le départ s'est fait à l'appel des autorités locales arabes. En fait, entre 800 000 et 900 000 Palestiniens sont devenus réfugiés par la politique d'expulsion israélienne. Cette tragédie humanitaire, la Nakba, est toujours ignorée par Israël. Au total, cinq vagues successives marquent l'exode. Les raids de l'Irgoun et du Lehi vident, par de violentes expulsions, des quartiers arabes de Jaffa, Jérusalem-Ouest, ainsi que de quelques villages ruraux. Le plan Dalet mis en action lors de la contre-offensive juive crée une deuxième vague de l'exode qui s'étale d'avril à juin 1948, marqué en avril 1948 par le massacre de 250 habitants du village de Deir Yassine par les miliciens de l'Irgoun et du Lehi.»(2)

« Quand Haïfa est attaquée par la Hagana, les troupes ont ordre de «tuer tout arabe rencontré». Maisons incendiées ou dynamitées, expulsions lorsque les Arabes n'ont pas fui, se produisent dans tout le pays. Un rapport rédigé par les services de renseignements de l'armée israélienne daté du 30 juin 1948 estime à près de 400.000 les habitants palestiniens qui ont quitté le territoire à ce jour et affirme que près des trois quart des départs ont été directement provoqués par les Israéliens. «Les nouveaux historiens» affirment, aujourd'hui, que toute cette politique d'expulsion a été voulue et organisée par Ben Gourion, souhaitant notamment une Galilée «propre et vide» d'Arabes « (2)

Ariel Sharon, jeune militaire, s'est illustré sur le terrain, il aurait réitéré ses souhaits, critiquant l'état-major, qui faisait preuve selon lui de trop de «retenue face aux Arabes». David Ben Gourion lui demande finalement de prendre la tête d'une unité qui agira au-delà de la ligne d'armistice Le 14 octobre 1953, l'Unité 101 commandée par Ariel Sharon rase le village de Qibya situé en territoire jordanien. Durant cette opération baptisée Shoshana par Tsahal, soixante-neuf civils (ou soixante-dix selon les sources) sont tués dans le dynamitage de leurs maisons, principalement des femmes et des enfants. De nombreux pays condamneront ce massacre, dont les États-Unis qui demanderont qu'en soient jugés les auteurs. (...) Sharon déclarera avoir cru les maisons vidées de leurs habitants, son unité ayant mené, d'après lui, les vérifications nécessaires avant d'actionner les détonateurs. Cette version israélienne a été immédiatement remise en cause par le contre-amiral Vagn Bennike, observateur de l'ONU, qui dénonça le mode opératoire de l'Unité 101 consistant systématiquement à faire feu sur les maisons, empêchant ainsi les occupants d'en sortir, et les livrant de fait à une mort certaine.. Le 24 novembre, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte une résolution condamnant

Israël »(3).

Ce sera l'une des rares résolutions qui demeurera sans effet sur Israël sûr de son impunité. Lors de la guerre de Ramadhan de 1973, à la suite notamment de plusieurs manoeuvres grâce auxquelles sa division aidée par les informations américaines, franchit le canal de Suez et qui permettent à Tsahal d'encercler et d'isoler la IIIe armée égyptienne et donne la victoire aux Israéliens. Ce qui amena la «reddition» de l'Égypte sommée de signer les accords de camp David.

Sabra et Chatila

A l'été 1982, Ariel Sharon pèse de tout son poids auprès de Menahem Begin en faveur d'une opération massive israélienne dans un Liban gangrené par la guerre civile. Il s'agit pour lui d'extirper de Beyrouth l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat, mais les vellétés d'Israël de façonner un Liban selon ses intérêts se heurtent ensuite à une insaisissable réalité. En septembre, les massacres de Sabra et de Chatila, repréailles phalangistes à l'assassinat du président Béchir Gemayel, achèvent de retourner l'opinion israélienne contre l'opération «Paix en Galilée» et contre Ariel Sharon. Une commission d'enquête officielle confiée au juge Yitzhak Kahane conclura à sa responsabilité pour n'avoir ni prévu ni empêché les massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, perpétrés par une milice chrétienne, alliée d'Israël. Une Commission indépendante menée par le prix Nobel de la paix Sean Mc Bride considère Israël comme «directement responsable du massacre du fait de sa position d'occupant». Il n'y eut là aussi pas de résolution du Conseil de sécurité contre Israël. Les Etats-Unis veillent...

La suite du parcours d'Ariel Sharon en politique

Ariel Sharon revient sur le devant de la scène en tant que ministre de la Construction et du Logement en 1992. Une fonction qui lui va comme un gant. À ce poste, il devient le héraut de la colonisation israélienne des Territoires palestiniens, lance de vastes projets pour de nouvelles constructions avec comme slogan: «Allez coloniser nos collines.» Ariel Sharon se lance en politique avec sa méthode brutale Il sera le responsable de la deuxième intifada par la provocation de visite de l'esplanade des Mosquées en octobre 2000. En 2001, Ariel Sharon est élu au poste de Premier ministre de l'État d'Israël sur un programme portant principalement sur la sécurité contre le terrorisme palestinien. Il est réélu en mars 2003, à la suite d'élections anticipées intervenues après la fin du gouvernement d'union nationale, à la suite de la démission des travaillistes, le 30 octobre 2002. Il stoppe toute négociation avec Yasser Arafat qu'il considère responsable de la situation et lance une campagne de répression très dure contre les activistes palestiniens. Il entame également la construction d'une barrière de séparation à l'intérieur de la Cisjordanie et autour de Jérusalem. En février 2004, il prend tout le monde de court en décidant de retirer unilatéralement l'armée et les colons israéliens de Gaza. Ses détracteurs l'accusent alors de vouloir faire diversion pour escamoter des affaires embarrassantes de financement politique qui livrent ses fils Omri et Gilad aux affres de procédures judiciaires.» (4)

Comprenant la place du religieux, il s'assure le soutien indéfectible de la droite nationaliste et des organisations de colons. Pourtant, il se met à dos une partie d'entre eux en décidant, en août 2005, le retrait militaire israélien unilatérale de la bande de Gaza et le démantèlement des colonies installées dans cette région. Pour lui, quitter Gaza lui permet de mieux occuper la Cisjordanie. C'est ce qu'explique Dov Weisglass, son conseiller, dans une interview au quotidien Haaretz. «Ariel Sharon a décidé de rendre Gaza, qu'il n'a jamais considéré comme d'«intérêt national», afin de sauver les colonies de Cisjordanie, et, plus important

encore, d'empêcher tout accord. Entre-temps, le 29 mars 2002, il lance l'«opération Rempart» et réoccupe la plupart des villes de Cisjordanie. Son objectif est aussi de neutraliser Yasser Arafat. Il s'y applique en lançant ses chars à Ramallah contre la Moukataka dans laquelle vit le président Arafat. Celui-ci est encerclé, jusqu'à ce que le vieux leader, malade, soit autorisé à partir pour la France où, hospitalisé, il mourra le 11 novembre 2004.» (5)

Un bilan?

Si on devait parler d'apartheid, c'est Sharon. C'est lui qui a fait démarrer la construction du mur pour séparer Israël de la Palestine; action condamnée par la Cour de justice internationale. Depuis la conquête de juin 1967, Ariel Sharon n'a cessé d'encourager les militants ultranationalistes à s'y installer et de drainer l'argent public vers les colonies qui se sont multipliées, violant la loi internationale. Il a notamment soutenu les nationalistes religieux pour qui la mainmise du peuple juif sur cette terre obéit à un plan divin. Il a été l'un des artisans de la destruction du processus créé en 1993 par les accords d'Oslo, par lesquels Israël et l'Organisation de libération de la Palestine se reconnaissaient mutuellement et s'engageaient dans la recherche d'un accord définitif. Ariel Sharon était un adepte de la force et du fait accompli. C'est notamment avec des hommes de cette trempe qu'Israël a imposé son existence au Monde arabe.

Pour Didier Billion, directeur adjoint de l'Iris, l'ancien Premier ministre israélien était surtout un homme d'une «extrême intransigeance». C'est un faucon. Tant dans sa carrière militaire que politique, c'est un type qui a trempé dans plusieurs histoires de massacre de Palestiniens. Sharon n'était vraiment pas un tendre. En 2005, il effectue tout de même un retrait unilatéral des colonies israéliennes de la bande de Gaza... Il n'y a pas eu la moindre expression de négociation avec les Palestiniens. Mais c'était surtout une politique de la terre brûlée, il a décidé, par exemple, de détruire par bulldozer les infrastructures des colons. Sharon, c'est une logique politique de non-compromis avec les Palestiniens. Il n'a eu de cesse de défaire les espoirs qui sont nés des accords d'Oslo de 1993.» (6)

Qu'en est-il alors de la cause palestinienne?

Edward Said L'intellectuel américano-palestinien nous donne une clé de compréhension par sa déconstruction du sionisme responsable du malheur des Palestiniens. Il analyse les origines du sionisme, et interroge la légitimité, unanime en Occident, d'une idéologie coloniale ayant causé tant de ravages. Il écrit: «Nous étions sur le territoire appelé Palestine; la spoliation et l'effacement dont nous avons été victimes et d'où ont résulté que presque un million des nôtres ont dû quitter la Palestine et que notre société est devenue non existante étaient-ils justifiés, fût-ce même pour sauver ce qu'il restait des juifs d'Europe ayant survécu au nazisme? Quelle est la règle morale ou politique qui exige que nous abandonnions nos revendications pour notre existence nationale, notre terre, nos droits humains? Dans quel monde ne souffre-t-on aucune discussion quand on dit à un peuple entier qu'il est juridiquement absent, même si des armées sont levées contre lui, des campagnes menées contre son nom lui-même, l'histoire modifiée pour «prouver» sa non-existence?» «Il faut répéter que ce qui dans le sionisme visait les objectifs sans doute justifiés de la tradition juive – préserver le peuple de l'exclusion et de l'antisémitisme et rétablir son identité nationale – correspondait aussi à ces aspects de la culture dominante qui rendaient possible pour les Européens le fait de juger inférieurs, négligeables et sans importance les non-Européens.» (7)

On le voit, l'impasse est totale, les suivants de Sharon ont en face d'eux des ectoplasmes qui n'ont ni la légitimité ni la conviction pour arriver à redonner aux

Palestiniens leur dignité. Ces mêmes Palestiniens harassés par tant de malheur et qui ne demandent qu'à vivre sur leur terre en qui serait à peine de 20 % de la Palestine originelle

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1. C.E. Chitour Le calvaire palestinien Editions Casbah 2013
2. Benny Morris, The Birth of The Palestinian Refugee Problem, 1947-1949, p 218.
3. Ariel Sharon: Encyclopédie Wikipédia
4. http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/01/11/ariel-sharon-le-warrior-est-mort_4341895_3218.html
5. <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Mort-de-Ariel-Sharon-le-heros-des-colons-2014-01-11-1087917>
6. http://www.lexpress.fr/actualite/politique/sharon-n-etait-vraiment-pas-untendre_1313258.html#sKUoOdPynt11HgZF.997 Edward W. Saïd, «La Question de Palestine» (The Question of Palestine, 1979 Vintage Books éditions, New York). Réédité en 2010 chez Actes Sud

Copyright © 2014 Global Research